

Veille médiatique CS3D - 2020 N° 5

01/02/2020 - 07/02/2020

I. Médias

A. Rats

[“De quel droit les privons-nous de la lumière du jour ?” : ces militants qui veulent protéger les rats à Paris](#)

Valeurs actuelles – 07/02

Les rats prolifèrent dans la capitale. S'ils horrifient les habitants et éloignent les touristes, ils bénéficient du soutien des militants de la cause animale qui prônent une coexistence pacifique.

C'est un bruit de feuilles froissées derrière les grilles d'un square, une petite silhouette furtive qui glisse hors de la lumière sur un quai de métro. C'est une agitation soudaine dans un buisson du Champ-de-Mars ou le spectacle de sacs poubelles éventrés, quelque part sur la chaussée. La surprise ne dure qu'un instant. On sait tout de suite de quoi il s'agit. Un rat. Ou plutôt : des rats. Des centaines, des milliers de rats. En janvier dernier, une vidéo postée par un éboueur sur les réseaux sociaux montrait une benne à ordures grouillant d'une invraisemblable meute de rats. Jamais ces habitants de l'ombre, ces parisiens des égouts et des bas-fonds n'ont semblé si présents, ne se sont autant montrés au grand jour. Le phénomène est si connu hors de nos frontières que lorsque l'on tape « rats » dans l'onglet actualité de Google version américaine, c'est l'expression « rats in Paris » qui est suggérée en premier. Belle publicité pour la ville lumière !

Abondamment documenté, le sujet des rats dans les grandes villes n'est pas a priori de nature à faire naître des polémiques. Les rats ont toujours été là. Le rat d'aujourd'hui (rat brun ou surmulot) n'est pas le rat noir des pestes historiques. Il reste porteur d'éléments pathogènes mais la population à risque (égoutiers, éboueurs) est très circonscrite. Il y a la question du nombre : les estimations chiffrées sont hasardeuses mais il y aurait grosso modo deux rats par habitant – ce qui à Paris intra muros fait tout de même quatre millions. Il y a la question de l'augmentation de ce nombre : peu démontrée, elle dissimule en réalité autre chose, à savoir que les rats semblent surtout plus visibles aujourd'hui qu'hier. La faute aux travaux incessants ? Aux épisodes de crues ? Aux poubelles en plastique ? La faute plus certainement à l'incivisme des habitants et des touristes qui abandonnent leurs restes de nourriture à l'air libre. Un rat préférera toujours un sandwich grignoté sur les pelouses du jardin des Tuileries à quelques croûtons de pain imbibé d'eau sale retiré des égouts. Pour ne rien dire de la nourriture proposée aux chats ou aux pigeons et dont ils se régalent.

La peur des rats étant cependant un fait social avéré, la politique menée en général par les municipalités consiste à renvoyer les animaux dans leurs sous-sols et à en contenir le nombre aux moyens de campagnes d'élimination ciblées. Il est possible de critiquer, à tort ou à raison, le volontarisme d'un maire ou d'une équipe municipale, et le Paris d'Anne Hidalgo n'échappe pas à la règle, mais le principe même de cette politique de contrôle n'était pas contesté.

Une croisade post-moderne, moins portée à défendre l'animal qu'à accuser l'homme qui l'exploite, l'opprime ou l'assassine

Et puis les choses ont changé. S'il y a toujours eu, à juste titre, des personnes soucieuses de leurs conditions d'existence, les animaux, nos frères (et sœurs), font désormais l'objet d'un combat d'un nouveau genre. Une croisade post-moderne, moins portée à défendre l'animal qu'à accuser l'homme qui l'exploite, l'opprime ou

Veille médiatique CS3D - 2020 N° 5

01/02/2020 - 07/02/2020

l'assassine. La mesure n'étant pas sa caractéristique principale, ce combat s'étend aussi fort logiquement aux rats, que personne n'avait jamais vraiment utile de défendre jusque-là. C'est désormais chose faite. En octobre 2018, l'association Paris Animaux Zoopolis a ainsi mené une campagne d'affichage sur les quais du métro, appelant la ville à « stopper l'empoisonnement massif des rats ». Cette association, qui manifeste régulièrement pour interpeller les élus, notamment les candidats à la mairie de Paris, possède un argumentaire bien rodé. Non les rats ne sont pas « porteurs de maladie » et ne constituent pas un problème de santé publique. Non, ils ne sont pas sales, ils font leur toilette tous les jours, même s'ils vivent dans les égouts. Ils ne détruisent pas l'environnement – ils ne font que vivre, simplement, dans des terriers qu'ils creusent ; tout au plus peut-on les accuser de ronger les fils électriques. Ils ne nous envahissent pas puisque les chiffres de leur population sont fragiles et procèdent surtout d'estimations des sociétés de dératisation, qui sont juges et partie ; ils sont intelligents, altruistes, sensibles, ils disposent d'une conscience, ressentent des émotions, etc.

En tant que tel, cet argumentaire est d'ailleurs assez peu contestable, ou seulement à la marge. Ce qui l'est, en revanche, ou qui devrait l'être, mais qui ne l'est pas, c'est l'idée générale qui le sous-tend, à savoir que le rat est un habitant comme les autres et que le chasser est un crime dont l'homme doit cesser de se rendre coupable. Pour ce qui est de la capitale, les défenseurs des animaux estiment donc que, plutôt que de renvoyer les rats dans les égouts, où ils subsistent davantage par nécessité que par plaisir, il incomberait plutôt aux pouvoirs publics de mettre en place les moyens d'une « coexistence harmonieuse et pacifique » avec ces rongeurs. Ils ont en effet, eux aussi, droit à la lumière du jour, et aux pelouses des squares, lit-on par exemple sur le site de l'association.

Comment assumer de lutter contre les nuisibles à une époque qui considère que le plus grand nuisible de cette planète, c'est l'homme ?

Pour le futur locataire de l'hôtel de ville, la question se pose donc en ces termes : comment assumer politiquement et même médiatiquement de lutter contre les nuisibles (rats, blattes, punaises) à une époque qui considère que le plus grand nuisible de cette planète, à Paris comme ailleurs, n'est pas le rat ou le pigeon, mais bien l'homme lui-même ? La question peut sembler outrancière, faire sourire. Adressée à Benjamin Griveaux à l'occasion d'une conférence de presse sur la propreté, le 5 février, elle a d'ailleurs entraîné quelques exclamations amusées dans l'assistance. Mais quand on sait que le journaliste et militant végan Aymeric Caron explique très sérieusement qu'il réfléchit deux fois avant d'écraser un moustique, il est déconseillé de rire de ces questions-là. Sans oublier que la lutte contre ces nuisibles requiert l'usage de la chimie, de pesticides de synthèses, objets fort peu dans l'air du temps. Que faire ? Que dire ? Candidat de La République en marche Benjamin Griveaux sait tout cela. « Il ne s'agit pas de prôner le zéro nuisible, rassure-t-il. Ce serait une folie, d'autant que les rats participent à l'écosystème de la ville, notamment en éliminant quantité de déchets. Il reste qu'avec une estimation basse de deux à quatre millions de rats à Paris, la mesure est pleine. Je prône un équilibre raisonné. Je ne plaide pas pour l'éradication, mais je ne me retrouve pas non plus dans une posture pour ainsi dire contemplative devant la prolifération des rats... »

<https://www.valeursactuelles.com/societe/de-quel-droit-les-privons-nous-de-la-lumiere-du-jour-ces-militants-qui-veulent-protger-les-rats-paris-115855>

B. Punaises de lit

Municipales à Paris : après les rats, les punaises de lit au coeur de la campagne...

Bvoltage.fr – 06/02

Il y a des gens touchés par la grâce, par le Saint-Esprit, et puis des gens touchés par les punaises de lit. C'est le cas de Benjamin Griveaux, candidat LREM à la mairie de Paris.

Veille médiatique CS3D - 2020 N° 5

01/02/2020 - 07/02/2020

« C'est assez traumatisant de se réveiller le matin recouvert de boutons », dit l'ex-secrétaire d'État. Je confirme. D'autant que les bestioles sont extrêmement sournoises. Tenez, si les supporters de l'équipe de France n'avaient pas mis le souk dans ma rue, un soir de match, je n'aurais pas connu le visage de mes tortionnaires. Après des analyses de sang et de peau (si si) pour savoir quelle était l'origine de mes énormes plaques rouges sur le visage et les épaules – on a même cherché si je n'avais pas la gale ! –, il a fallu que, réveillée par les klaxons et les vuvuzelas, j'allume à 1 heure du matin pour les voir cavalier sur mon oreiller... Horreur et putréfaction... Les voisins ont encore mes cris d'orfraie dans l'oreille !

Je ne suis sans doute que du menu fretin à punaises, car j'ai réussi à m'en débarrasser toute seule moyennant 100 euros de produits, le changement total de ma literie et le nettoyage du contenu de tous les placards. Monsieur Griveaux est une personne d'importance. Les punaises ne s'y trompent pas : il a dû, disait-il au Point, l'automne dernier, « déménager une partie de son appartement pendant trois mois le temps de la désinsectisation ».

Ces petites saloperies sont un véritable cauchemar. « Il faut en parler pour que les gens n'aient pas honte de le dire. Quand j'en ai parlé la première fois à un dîner, subitement la parole s'est libérée. Ça n'a rien à voir avec l'hygiène mais il faut en parler pour agir efficacement », confie notre Benjamin à Paris Match. Il a raison. Et Paris en est infesté. On les rapporte du restaurant, du cinéma, voire de l'hôtel ou de l'hôpital. Les chiffres avancés par la Chambre syndicale des industries de désinfection, désinsectisation et dératification font froid dans le dos : 100.000 sites contaminés en 2018, une hausse de 30 % en 2019 et des bestioles de plus en plus résistantes. Elles peuvent rester planquées sans se nourrir, supportent sans broncher la lessive à 60 °C... et se réveillent après des mois de fausse tranquillité pour pondre à leur aise.

Alors comme elles s'invitent chez nous, les satanées bestioles s'invitent aujourd'hui dans la campagne des municipales. Tout le monde y songe ou presque, jusqu'à La France insoumise dont la candidate Danielle Simonnet veut « développer un service public des punaises de lit ».

Benjamin Griveaux la rejoint et s'engage à désinsectiser la capitale en 100 jours grâce à des « brigades spécialisées antinuissibles ». Ces braves gens feront la chasse aux rats, blattes et punaises de lit. Les brigades « interviendront gratuitement pour les plus démunis, au prix les plus bas du marché pour les autres », promet le candidat. Une opération de désinsectisation par un professionnel peut, en effet, coûter entre 300 et 350 euros, alors « pour les plus modestes, les frais seront pris en charge par la mairie. Pour les autres, les tarifs seront fixés en fonction des revenus. »

Acceptons-en l'augure... et espérons que cela sera plus efficace que la lutte contre les hordes de rats qui cavalent dans les rues de Paris et se régalent, aujourd'hui, des tonnes de déchets abandonnées sur les trottoirs...

L'idée d'un service public «anti-punaises de lit» fait surface

Lefigaro.fr – 06/02/2020

Les candidats La France Insoumise et La République en marche à la mairie de Paris proposent la création d'un service public pour éradiquer les punaises de lit. Les punaises de lit s'invitent dans la campagne municipale. Environ 100.000 sites (logements, cinémas, hôtels, hôpitaux...) auraient été contaminés en France en 2018, selon la Chambre syndicale des industries de désinfection, désinsectisation et dératification. En 2019, ce nombre devrait augmenter de 30%.

Un fléau du logement auquel certains candidats à la mairie de Paris ont décidé de s'attaquer, à plusieurs semaines des élections municipales. Danielle Simonnet, pour la France Insoumise, propose la création d'un service public pour éradiquer les nuisibles dont les punaises de lit, dans les immeubles d'habitations. Une idée que partage, une fois n'est pas coutume, le candidat LREM à la mairie de Paris Benjamin Griveaux. « Avec la brigade municipale antinuissibles, je propose un service public pour éradiquer les nuisibles », a-t-il déclaré lors d'une récente table-ronde organisée par la Fondation Abbé-Pierre, en présence d'autres candidats à la mairie de Paris. Pour les plus modestes, les frais seront pris en charge par la mairie. Pour les autres, les tarifs seront fixés en fonction des revenus». Une opération de désinsectisation peut coûter entre 300 et 350 euros.

Veille médiatique CS3D - 2020 N° 5

01/02/2020 - 07/02/2020

Ce sujet tient d'autant plus à coeur à l'ancien porte-parole du gouvernement Philippe qu'il a été confronté personnellement à ce problème. « Je m'en suis débarrassé (des punaises de lit) , mais ça a pris trois mois , explique-t-il à 20 minutes Quand je me fais piquer, ça ne se voit pas. Ce n'était pas le cas pour mes enfants et ma femme ».

Actuellement, sachez que « les services de la Ville de Paris n'interviennent pas chez les particuliers, sauf les personnes en situation de précarité », précise la mairie. Si vous êtes locataire d'un logement social, vous devez contacter votre bailleur qui vous orientera vers un professionnel.

Quant aux propriétaires et les locataires de logements privés, ils doivent appeler directement l'entreprise spécialisée.

Depuis fin 2018 et la promulgation de la loi logement, il est interdit de louer un logement infesté d'« espèces nuisibles et parasites » (article 142 qui modifie l'article 6 de la loi de juillet 1989).

Autrement dit, les punaises de lit, cafards ou autres rats. Dans ce cas, le bien est considéré comme insalubre. Tout bailleur qui ne respecterait pas cette mesure s'expose à une amende comprise entre 50.000 et 100.000 euros.

Municipales 2020 à Paris : Victime de punaises de lit, Benjamin Griveaux veut s'attaquer à ce « fléau »

20minutes.fr

« Il faut en parler pour que les gens n'aient pas honte de le dire », insiste le député de Paris. « C'est un cauchemar ». Benjamin Griveaux ne mâche pas ses mots au téléphone.

Depuis quelques mois, le candidat LREM à la mairie de Paris multipliait les prises de position à l'Assemblée nationale, dans sa campagne municipale et affichait même des rapprochements et des ententes inattendues avec... La France Insoumise engagée depuis juillet sur un sujet précis : Les punaises de lit, ces bestioles qui se nourrissent de sang humain, la nuit, et qui étaient déjà sur terre il y a 100 millions d'années. Et pour cause. Benjamin Griveaux en a été lui-même très récemment victime, confirme-t-il à 20 Minutes.

Le Point en faisait rapidement état en octobre 2019 au détour d'un article sur ses « vraies ennemis ». Mais à la veille de la présentation de ses mesures pour la propreté à Paris, Benjamin Griveaux revient auprès de 20 Minutes sur cet épisode de sa vie qui a eu lieu l'été dernier, en plein début d'une campagne... mouvementée. Lui, qui a décidé récemment de « fendre l'armure », selon son entourage, d'évoquer « ses angoisses et ses échecs », comme il l'a récemment dit en meeting, semble vouloir se saisir du sujet des punaises. « Il faut en parler pour que les gens n'aient pas honte de le dire. Quand j'en ai parlé la première fois à un dîner, subitement la parole s'est libérée. Ça n'a rien à voir avec l'hygiène mais il faut en parler pour agir efficacement », affirme-t-il. Et de préciser : « Moi je suis asymptomatique, quand je me fais piquer, ça ne se voit pas. Ce n'était pas le cas pour mes enfants et ma femme. C'est assez traumatisant de se réveiller le matin recouvert de boutons ». Un sujet derrière lui ?

100.000 sites infestés en Ile-de-France

« Je m'en suis débarrassé. Mais ça a pris trois mois. Tout ça est dingue », lâche celui qui s'est aussi mobilisé en tant que député sur le sujet. Via une question soumise le 22 octobre 2019 au ministère des Solidarités, Benjamin Griveaux a attiré l'attention sur le phénomène de recrudescence des... punaises de lit en France et en Ile-de-France.

« A Paris, plus que dans d'autres villes françaises, les spécialistes qualifient même l'infestation d'explosive. Et pour cause, l'augmentation des voyages internationaux, les échanges d'appartements, l'usage des transports en commun, les achats de meubles de seconde main, le troc de vêtements, l'achat en friperie. Toutes ces nouvelles pratiques sont des vecteurs de diffusion des punaises de lit », rapportait-il.

Il veut désormais faire de la lutte contre ce « fléau » et de la propreté, un de ses thèmes de campagne dans la course à la mairie. « J'ai été confronté à la question des punaises de lit à titre personnel. Et en ayant été confronté à ce sujet, évidemment je m'y suis intéressé », commente-t-il. Un phénomène réel en recrudescence dans la capitale depuis cinq ans. Mais aussi loin d'être mis de côté par la municipalité actuelle.

Veille médiatique CS3D - 2020 N° 5

01/02/2020 - 07/02/2020

En 2018, en Ile-de-France 100.000 sites – logements, hôtels, etc. – ont été infestés par les punaises de lit, selon la chambre syndicale de désinfection, désinsectisation et dératisation. Ces bêtes, hantise des Français, selon un sondage, dont les piqûres provoquent notamment des démangeaisons, se développent dans les matelas et les draps, mais aussi dans les meubles et les recoins. Mais elles sont surtout difficiles à tuer en une seule fois. Des cinémas parisiens ont également été envahis récemment. « En forte expansion au niveau mondial, les punaises de lit sont de plus en plus présentes à Paris. Cette recrudescence est due en partie à l'augmentation des voyages internationaux, au développement de la location de meublés touristiques et à la récupération de meubles et vêtements d'occasion », selon la mairie de Paris sur une page Internet dédiée.

La création d'un « service public » anti-punaises

Actuellement, les services de la Ville de Paris n'interviennent pas chez les particuliers, sauf pour les personnes en situation précaire, adressées à la Ville de Paris par un travailleur social. Pour les propriétaires ou locataire d'un logement du parc privé, la mairie invite à contacter une entreprise spécialisée dans la désinsectisation avec des prix souvent très élevés pouvant atteindre plusieurs milliers d'euros. Mais que veulent faire de plus certains candidats à la mairie ?

« Il faut développer un service public des punaises de lit », a estimé vendredi, Danielle Simonnet (candidate soutenue par LFI) lors d'un débat sur le logement organisé par la Fondation Abbé-Pierre, avec plusieurs de ses concurrents aux élections municipales, rapportent Les Echos. « Nous ne sommes pas souvent d'accord avec Danielle Simonnet. Mais les punaises de lit sont un excellent sujet que je partage avec elle. Il y a une part de régulation à mettre sur la question des nuisibles », a embrayé Benjamin Griveaux.

Notre dossier Municipales 2020

Selon lui, un logement social sur cinq est infesté à Paris. « Avec la brigade municipale anti-nuisibles, je propose un service public pour éradiquer les nuisibles dont les punaises de lit dans les immeubles d'habitations à commencer par les 230.000 logements sociaux de la ville avec un contrôle strict sur les produits utilisés », détaille-t-il. Et de préciser : « Pour les plus modestes ce sera pris en charge par la mairie et sinon ce sera des tarifs en fonction des revenus. Mais c'est normal que la ville accompagne les plus modestes. »

En février 2018, la mairie de Paris avait décidé de s'attaquer aux punaises de lit en lançant une campagne d'information et en mobilisant ses services pour lutter contre ces bêtes. Un budget de trois millions d'euros pour lutter contre les punaises de lit, avait notamment été voté. Mais à quelques semaines du premier tour des municipales, les petites bêtes devraient revenir sur le tapis. France: Pourquoi les punaises de lit font-elles un retour si irritant? Les punaises de lit sont la hantise des Français, selon un sondage